

Glossaire (Source : site internet du CADTM)

Banque mondiale

Créée en 1944 à Bretton Woods dans le cadre du nouveau système monétaire international, la Banque possède un capital apporté par les pays membres et surtout emprunte sur les marchés internationaux de capitaux. La Banque finance des projets sectoriels, publics ou privés, à destination des pays du Tiers Monde et de l'ex-bloc soviétique. Elle se compose des cinq filiales suivantes.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD, 184 membres en 2003) octroie des prêts concernant de grands secteurs d'activité (agriculture et énergie), essentiellement aux pays à revenus intermédiaires.

L'Association internationale pour le développement (AID, ou IDA selon son appellation anglophone, 164 membres en 2003) s'est spécialisée dans l'octroi à très long terme (35 à 40 ans, dont 10 de grâce) de prêts à taux d'intérêt nuls ou très faibles à destination des pays les moins avancés (PMA).

La Société financière internationale (SFI) est la filiale de la Banque qui a en charge le financement d'entreprises ou d'institutions privées du Tiers Monde.

Enfin, le Centre international de règlements des différends relatifs aux investissements (CIRDI) gère les conflits d'intérêts tandis que l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) cherche à favoriser l'investissement dans les PED.

Avec l'accroissement de l'endettement, la Banque mondiale a, en accord avec le FMI, développé ses interventions dans une perspective macro-économique. Ainsi la Banque impose-t-elle de plus en plus la mise en place de politiques d'ajustement destinées à équilibrer la balance des paiements des pays lourdement endettés. La Banque ne se prive pas de "conseiller" les pays soumis à la thérapeutique du FMI sur la meilleure façon de réduire les déficits budgétaires, de mobiliser l'épargne interne, d'inciter les investisseurs étrangers à s'installer sur place, de libéraliser les changes et les prix.

Enfin, la Banque participe financièrement à ces programmes en accordant aux pays qui suivent cette politique, des prêts d'ajustement structurel depuis 1982.

TYPES DE PRETS ACCORDES PAR LA BM :

- 1) Les prêts-projets : prêts classiques pour des centrales thermiques, le secteur pétrolier, les industries forestières, les projets agricoles, barrages, routes, distribution et assainissement de l'eau, etc.
- 2) Les prêts d'ajustement sectoriel qui s'adressent à un secteur entier d'une économie nationale : énergie, agriculture, industrie, etc.
- 3) Les prêts à des institutions qui servent à orienter les politiques de certaines institutions vers le commerce extérieur et à ouvrir la voie aux transnationales. Ils financent aussi la privatisation des services publics.
- 4) Les prêts d'ajustement structurel, censés atténuer la crise de la dette, qui favorisent invariablement une politique néo-libérale.
- 5) Les prêts pour lutter contre la pauvreté.

Site web: <www.banquemonde.org/>

Club de Londres

Ce Club réunit les banques privées qui détiennent des créances sur les États et les entreprises des PED. Dans les années 1970, les banques de dépôt étaient devenues la principale source de crédit des pays en difficulté. Dès la fin de la décennie, ces dernières allouaient déjà plus de 50 % du total des crédits accordés, tous prêteurs confondus. Lorsque la crise de la dette éclate en 1982, le Club de Londres se tourna vers le FMI pour trouver un soutien. Aujourd'hui ces groupes de banques de dépôt se rencontrent pour coordonner le rééchelonnement de la dette des pays emprunteurs. On qualifie plus précisément ces groupes de commissions consultatives. Ces rencontres (à la différence du Club de Paris qui se réunit toujours à Paris) ont lieu à New York, Londres, Paris, Francfort ou ailleurs selon les préférences du pays et des banques. Les

commissions consultatives, formées dans les années 1980, ont toujours conseillé aux pays débiteurs d'adopter immédiatement une politique de stabilisation et de demander le soutien du FMI, avant de solliciter un rééchelonnement ou de l'argent frais auprès des banques de dépôt. Il est exceptionnel que les commissions consultatives donnent suite à un projet sans l'aval du FMI. Elles ne le font que si elles sont convaincues que le pays mène une politique adéquate.

Club de Paris

Créé en 1956, il s'agit du groupement d'Etats créanciers spécialisés dans la normalisation des défauts de paiement des PED. Depuis sa création, la présidence est traditionnellement assurée par un Français - en 2003, c'est le directeur du Trésor français, Jean-Pierre Jouyet, qui en assure la présidence. Les Etats membres du Club de Paris ont rééchelonné la dette de près de 80 pays en développement. Les membres du Club de Paris détiennent près de 30% du stock de la dette du Tiers Monde.

Les liens entre le Club de Paris et le FMI sont extrêmement étroits; ils se matérialisent par le statut d'observateur dont jouit le FMI dans les réunions - confidentielles - du Club de Paris. Le FMI joue un rôle clé dans la stratégie de la dette mise en oeuvre par le Club de Paris qui s'en remet à son expertise et son jugement macro-économiques pour mettre en pratique l'un des principes essentiels du Club de Paris : la conditionnalité. Réciproquement, l'action du Club de Paris préserve le statut de créancier privilégié du FMI et la conduite de ses stratégies d'ajustement dans les pays en voie de développement.

Site web : <www.Clubdeparis.org>

Fonds monétaire international

Le FMI est né le même jour que la Banque mondiale avec la signature des Accords de Bretton Woods.

A l'origine, le rôle du FMI était de défendre le nouveau système de changes fixes.

A la fin de Bretton Woods (1971), le FMI est maintenu et se révèle petit à petit le gendarme et le pompier du capitalisme mondialisé : gendarme lorsqu'il impose ses programmes d'ajustement structurels, pompier lorsqu'il intervient financièrement pour renflouer des Etats touchés par une crise financière.

Le capital du FMI est composé de l'apport en devises fortes (et en monnaies locales) des pays membres. En fonction de cet apport, chaque membre se voit allouer des droits de tirage spéciaux (DTS) qui sont en fait des actifs monétaires échangeables librement et immédiatement contre des devises d'un pays tiers. Le fonctionnement d'utilisation de ces DTS correspond à une politique dite de stabilisation à court terme de l'économie, destinée à réduire le déficit budgétaire des pays et à limiter l'accroissement de la masse monétaire. Cette stabilisation constitue le plus souvent la première phase de l'intervention du FMI dans les pays endettés. Mais le FMI considère qu'il est désormais de son ressort (depuis le premier choc pétrolier de 1974-1975) d'agir sur la base productive des économies du Tiers Monde en restructurant des pans entiers de celles-ci; il s'agit là d'une politique d'ajustement à plus long terme de l'économie. Il fait de même avec les pays dit en transition vers une économie de marché (Norel et Saint-Alary, 1992, p. 83).

Son mode de décision est le même que pour la Banque mondiale et se base sur une répartition des droits de vote en fonction du montant de la cotisation des Etats membres. Il faut 85% des voix pour modifier la Charte du FMI (les USA possèdent donc une minorité de blocage, vu qu'ils possèdent 17,35% des voix).

FMI : La répartition des droits de vote des administrateurs (24) se répartit comme suit : USA 17,14% - Japon 6,15% - Allemagne 6,01% - Royaume-Uni 4,96% - France 4,96% - Espagne 4,29% - Italie 4,19% - Canada 3,72% - Belgique 5,15% - Pays-Bas 4,86%, soit 10 pays industrialisés 56,28%

Site web: < www.imf.org >

Le G5 est né d'une initiative des Etats-Unis et du Royaume-Uni qui en 1967 ont réuni les ministres des Finances des cinq premiers pays industrialisés (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon). Le G5 donne le ton au niveau du G7.

G7

Groupe réunissant les pays les plus puissants de la planète : Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon. Leurs chefs d'Etat se réunissent chaque année généralement fin juin, début juillet. Le G7 s'est réuni la première fois en 1975 à l'initiative du président français, Valéry Giscard d'Estaing.

G8

Ce groupe correspond au G7 plus la Fédération de Russie qui, présente officieusement depuis 1995, y siège à part entière depuis juin 2002.

G10

Il réunit les 10 pays (G7 + Belgique/Luxembourg, Pays-Bas, Suède) qui ont signé en 1962 les Accords Généraux d'Emprunt, sans cesse renouvelés depuis. La Suisse s'est associée en 1976 et est devenue un membre à part entière.

G24

Le G24 a été créé en 1972 par le G77, inquiet devant la montée en puissance du G10. Au début, ses travaux ont consisté à préparer des positions des PED pour le Comité des Vingt. Depuis la mise en place du Comité Intérimaire et du Comité de Développement, il a élargi le champ de ses préoccupations aux problèmes liés au développement. Il est un porte-parole des PED comme le G10 est celui des pays de l'OCDE.

G77

Le G77 est une émanation du Groupe des pays en voie de développement qui se sont réunis pour préparer la première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Genève en 1964. Le Groupe offre un forum aux PED pour discuter des problèmes économiques et monétaires internationaux. En 2000, le G77 regroupait plus de 130 pays.

GATT (ex OMC)

Forum permanent de négociation qu'était l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) où les Etats avaient seulement le statut de " parties contractuelles ". Il est remplacé en le 1er janvier 1995 par l'OMC.

Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Née le 1er janvier 1995, elle remplace le forum permanent de négociation qu'était l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) où les Etats avaient seulement le statut de " parties contractuelles ". Un des objectifs de l'OMC est le démantèlement, lorsqu'ils existent encore, des monopoles nationaux constitués en vertu d'une décision publique. C'est déjà le cas pour les télécommunications dont la décision a été prise dans le cadre de l'OMC en février 97. Mais il en reste d'autres comme les chemins de fer qui attirent la convoitise des grands groupes financiers.

Un autre objectif est la libéralisation totale des investissements. L'instrument utilisé a été le projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). L'AMI dont l'élaboration avait été décidée lors de la réunion ministérielle de l'OCDE de mai 1995, vise l'ensemble des investissements: directs (industrie, services, ressources naturelles) et de portefeuille. Il prévoit des dispositifs de protection, notamment pour le

rapatriement total des bénéficiaires. L'AMI a été comme tel abandonné en 1997 mais est réapparu sous la forme d'une multitude d'Accords bilatéraux sur l'investissement, ce sont les nouveaux " habits " de l'AMI.

L'OMC fonctionne selon le mode " un pays - une voix " mais les délégués des pays du Sud ne font pas le poids face aux tonnes de documents à étudier, à l'armée de fonctionnaires, avocats, etc. des pays du Nord. Les décisions se prennent entre puissants dans les " green rooms ". Toutefois, dans la lancée de l'épisode de Seattle en novembre 1999, la conférence de Cancun (Mexique) en septembre 2003 a été marquée par la résistance d'un groupe de 22 pays émergents du Sud, qui se sont alliés en la circonstance pour mener la conférence à l'échec, face à l'intransigeance des pays du Nord.

Site web : <www.wto.org>

Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)

En anglais, OPEC : *Organization of the Petroleum Exporting Countries*.

L'OPEP regroupe 11 PED producteurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar, Venezuela. Ces 11 pays représentent 41 % de la production de pétrole dans le monde et possèdent plus de 75 % des réserves connues. Créée en septembre 1960 et basée à Vienne (Autriche), l'OPEP est chargée de coordonner et d'unifier les politiques pétrolières de ses membres, dans le but de leur garantir des revenus stables. À cette fin, la production obéit en principe à un système de quota. Chaque pays, représenté par son ministre de l'Énergie et du Pétrole, se charge à tour de rôle de la gestion de l'organisation. Le 1er juillet 2002, le Vénézuélien Alvaro Silva-Calderón est devenu le secrétaire général de l'OPEP.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

Elle assure aux Européens la protection militaire des États-Unis en cas d'agression, mais elle offre surtout aux États-Unis la suprématie sur le bloc occidental. Les pays d'Europe occidentale ont accepté d'intégrer leurs forces armées à un système de défense placé sous commandement américain, reconnaissant de ce fait la prépondérance des États-Unis. Fondée en 1949 à Washington et passée au second plan depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN comprenait 19 membres en 2002 : la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, auxquels se sont ajoutés la Grèce et la Turquie en 1952, la République fédérale d'Allemagne en 1955 (remplacée par l'Allemagne unifiée en 1990), l'Espagne en 1982, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque en 1999.

Pacte de Varsovie

Pacte militaire entre pays de l'ex-bloc soviétique (URSS, Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie). Il fut signé à Varsovie en mai 1955, en réaction à l'intégration de la République fédérale d'Allemagne à l'OTAN. L'Albanie s'en est retirée en 1968 suite à l'intervention en Tchécoslovaquie. Suite à la dislocation de l'URSS, l'organisation militaire du pacte a été dissoute en avril 1991.

Pays émergents

Les pays émergents désignent la vingtaine de pays en développement ayant accès aux marchés financiers.

Pays Moins Avancés (PMA)

Notion définie par l'ONU en fonction des critères suivants : faible revenu par habitant, faiblesse des ressources humaines et économie peu diversifiée. La liste comprend actuellement 49 pays, le dernier pays admis étant le Sénégal, en juillet 2000. Elle n'en comptait que 25 il y a 30 ans.

Plan Marshall

Programme de reconstruction économique proposé en 1947 par George C. Marshall, secrétaire d'État des États-Unis. Doté d'un budget de 12,5 milliards de dollars de l'époque (environ 80 milliards de dollars de 2002) sous forme de dons et de prêts à long terme, le plan Marshall permit à 16 pays (notamment la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les pays scandinaves) de profiter de fonds pour leur reconstruction après la seconde guerre mondiale.

Pétrodollars

Les pétrodollars sont les dollars issus du pétrole.

PPTE (Pays pauvres très endettés) - En anglais : HIPC

L'initiative PPTE, mise en place en 1996 et renforcée en septembre 1999, est destinée à alléger la dette des pays très pauvres et très endettés, avec le modeste objectif de la rendre juste soutenable.

Elle se déroule en 4 étapes particulièrement exigeantes et complexes.

Tout d'abord, le pays qui sollicite une aide au titre de cette initiative doit mener docilement, en général pendant 3 ans, des politiques économiques approuvées par le FMI et la Banque mondiale, sous forme de programmes d'ajustement. Il continue alors à recevoir l'aide classique de tous les bailleurs de fonds concernés. Pendant ce temps, il doit adopter un document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), parfois juste sous une forme intérimaire, et avoir obtenu des résultats dans l'application de cette stratégie pendant au moins un an.

A la fin de ces 3 années, arrive le point de décision : le FMI analyse le caractère soutenable ou non de l'endettement du pays candidat. Si la valeur nette du ratio stock de la dette extérieure / exportations est supérieure à 150 % après application des mécanismes traditionnels d'allégement de la dette, le pays peut être déclaré éligible. Cependant, les pays à niveau d'exportations élevé (ratio exportations/PIB supérieur à 30 %) sont pénalisés par le choix de ce critère, et on privilégie alors leurs recettes budgétaires plutôt que leurs exportations. Donc si leur endettement est manifestement très élevé malgré un bon recouvrement de l'impôt (recettes budgétaires supérieures à 15 % du PIB, afin d'éviter tout laxisme dans ce domaine), l'objectif retenu est un ratio valeur nette du stock de la dette / recettes budgétaires supérieur à 250 %.

Troisième temps, si le pays est déclaré admissible, il bénéficie de premiers allègements de la part des États créanciers et des banques privées, et doit poursuivre avec les politiques agréées par le FMI et la Banque mondiale. La durée de cette période est déterminée par la mise en œuvre satisfaisante des réformes clés convenues au point de décision, dans un souci de maintien de la stabilité macroéconomique.

A l'issue, arrive le point d'achèvement. Le reste de l'allégement est alors fourni, pour permettre au pays de revenir à des critères de soutenabilité (exposés ci-dessus) jugés satisfaisants.

Le coût de cette initiative est estimé à 54 milliards de dollars, soit environ 2,6% de la dette extérieure du Tiers Monde.

Les PPTE sont au nombre de 42 seulement, dont 34 en Afrique subsaharienne, auxquels il convient d'ajouter le Honduras, le Nicaragua, la Bolivie, la Guyana, le Laos, le Vietnam et Myanmar.

Au 30 septembre 2003, 27 pays ont atteint le point de décision, et seulement 8 sont parvenus au point d'achèvement : l'Ouganda, la Bolivie, le Mozambique, la Tanzanie, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali et le Bénin.

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Créé en 1965 et basé à New York, le PNUD est le principal organe d'assistance technique de l'ONU. Il aide - sans restriction politique - les pays en développement à se doter de services administratifs et techniques de base, forme des cadres, cherche à répondre à certains besoins essentiels des populations, prend l'initiative de programmes de coopération régionale, et coordonne, en principe, les activités sur place de l'ensemble des programmes opérationnels des Nations unies. Le PNUD s'appuie généralement sur un savoir-faire et des techniques occidentales, mais parmi son contingent d'experts, un tiers est originaire du Tiers-Monde. Le PNUD publie annuellement un Rapport sur le développement humain qui classe notamment les pays selon l'Indicateur de développement humain (IDH).

Site web : <www.undp.org>

Système monétaire international (SMI)

Le SMI est un système de règles et de mécanismes institué par les Etats et les organisations internationales pour favoriser les échanges internationaux et assurer la coordination des politiques monétaires nationales. Celui qui est utilisé actuellement, est issu des accords de la Jamaïque (1976). Il a profondément amendé le système précédent organisé par les accords de Bretton Woods (Etats-Unis) en 1944.

Taxe Tobin

Taxe sur les transactions de change (toutes les conversions de monnaie), proposée à l'origine en 1972 par l'économiste américain James Tobin pour stabiliser le système financier international. L'idée a été reprise par l'association ATTAC et par d'autres mouvements altermondialistes dont le CADTM, dans le but de diminuer la spéculation financière (de l'ordre de 1.200 milliards de dollars par jour en 2002) et de redistribuer le bénéfice de cette taxe aux plus démunis. Les spéculateurs internationaux qui passent leur temps à changer des dollars en yens, puis en euros, puis en dollars, etc., parce qu'ils estiment que telle monnaie va s'apprécier et telle autre se déprécier, devront payer une taxe minimale, entre 0,1 % et 1 %, sur chaque transaction. Selon ATTAC, elle pourrait rapporter au moins 100 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Qualifiée d'irréaliste par les classes dirigeantes pour justifier leur refus de la mettre en place, l'analyse méticuleuse de la finance mondialisée menée par ATTAC et d'autres a au contraire prouvé la simplicité et la pertinence de cette taxe.